

« La situation en Hongrie suscite de vives critiques au sein du PPE »

Manfred Weber, président du Parti populaire européen à Strasbourg, vise la tête de la Commission et exclut une alliance avec l'extrême droite

ENTRETIEN

BRUXELLES - bureau européen

Manfred Weber, 46 ans, candidat à la succession de Jean-Claude Juncker à la présidence de la Commission en 2019, doit d'abord faire l'unanimité dans son propre camp, le Parti populaire européen (PPE), écartelé entre la chancelière allemande, Angela Merkel, et le premier ministre hongrois, Viktor Orban, chantre de l'illibéralisme et nouveau héros des extrêmes droites. Il est confronté à un premier test avec le vote au Parlement européen, mercredi 12 septembre, pour déclencher la procédure « article 7 » concernant le respect de l'Etat de droit en Hongrie. M. Weber exclut toute alliance avec l'extrême droite.

Selon Emmanuel Macron, on ne peut pas être à la fois du côté d'Angela Merkel et de Viktor Orban. N'a-t-il pas raison ?

Le PPE est le centre du paysage politique de l'Union européenne. C'est le plus grand parti européen, qui a l'honneur d'être dépositaire de l'héritage des fondateurs de l'Union, et il n'y a aucun débat sur son orientation générale. Quand il s'agit des principes fondateurs de l'Union inscrits dans les traités, aucun de ses membres ne bénéficie d'un traitement spécial.

Le PPE a toujours apporté son soutien à des résolutions portant sur la Pologne, la Hongrie ou d'autres pays. Il a toujours apporté son soutien à Viviane Reding [commissaire européenne à la justice et aux droits fondamentaux, entre 2010 et 2014] et maintenant à Frans Timmermans [premier vice-président de la Commission, chargé de l'Etat de droit].

Nous attendons le message de M. Orban, cette semaine à Strasbourg. Il doit nous fournir une réponse à propos des procédures

« Nous attendons de Viktor Orban qu'il se montre prêt à faire des compromis »

d'infraction en cours contre la Hongrie, lancées par la Commission européenne [sur la législation hongroise en matière d'asile et la nouvelle législation « stop-Soros » visant les ONG aidant les migrants].

Le PPE est prêt à construire des ponts, parce que préserver l'unité de l'Europe est essentiel à nos yeux. Mais la condition qui sous-tend cela, ce sont les valeurs européennes. Nous attendons de Viktor Orban qu'il fasse un pas en direction des partenaires européens cette semaine et qu'il se montre prêt à faire des compromis. S'il ne le fait pas, je m'attends à des débats extrêmement difficiles au sein du groupe PPE. Pour nous, il est clair que les valeurs fondamentales de l'Union européenne ne sont pas négociables.

M. Orban peut-il rester dans le PPE si l'article 7 est lancé contre la Hongrie ?

La décision du Parlement sur l'article 7 serait une décision radicale, la première fois que le Parlement de Strasbourg prendrait une telle initiative. Je ne peux pas prédire le résultat de mon groupe : nous voulons nous parler. Je ne sais pas encore ce que dira M. Orban. Écoutons-le d'abord. Dans le cadre des travaux préparatoires au sein de la commission parlementaire sur les libertés civiles, il y a déjà eu un vote, et la moitié des élus PPE ont voté pour le déclenchement de cet article 7. La situation en Hongrie suscite déjà de vives critiques au sein du PPE.

M. Orban a rencontré Matteo Salvini, ministre de l'intérieur d'extrême droite italien. Une coopération entre la droite et l'extrême droite après les européennes est-elle possible ?

Nous sommes dans un moment historique et décisif pour le futur de l'Union. Nous devons pratiquer la démocratie au niveau de l'Union, et je m'y engage en temps que candidat. Nous devons maintenir son unité et avoir une approche ambitieuse pour son futur. Ces trois priorités ne peuvent être atteintes sans une solide majorité proeuropéenne à l'issue des prochaines élections. C'est la raison pour laquelle je me sens très proche de mes amis sociaux-démocrates et libéraux, nous sommes les trois formations politiques dépositaires du futur de l'Union.

Je me suis engagé, durant cette période législative, pour qu'aucune force d'extrême droite, ne puisse atteindre un poste important [dans l'hémicycle]. Le PPE a même voté pour des communistes afin de préserver ces postes. Il a été à l'initiative, pour la première fois, de l'éviction d'un vice-président du Parlement [le Polonais Ryszard Czarnecki, pour avoir injurié une collègue PPE en faisant référence à la période nazie]. Ces gens sont des ennemis et ils ne doivent avoir aucun rôle dans les institutions de l'Union. Nous nous battons contre eux durant la campagne des européennes.

C'est aussi pour cette raison que je ne suis pas en faveur d'un débat pour ou contre l'Europe lors des prochaines élections : cela renforcerait le camp des antieuropéens. Je veux une compétition démocratique entre partis démocratiques, sur des sujets d'intérêt commun. La Turquie par exemple : je ferai campagne en promettant aux gens que la Turquie ne deviendra pas membre de l'Union européenne.

LE PROFIL



Manfred Weber

Le Bavarois de 46 ans est un habitué des affaires européennes : il est élu au Parlement de Strasbourg depuis 2004. Membre de la CSU, la petite sœur bavaroise de la CDU, Manfred Weber s'est hissé en 2014 à la tête du groupe PPE (Parti populaire européen) du Parlement de Strasbourg. Sur des positions à la fois proeuropéennes et très conservatrices, il vient de déclarer vouloir remplacer Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission en 2019.

Le ministre de l'intérieur allemand, Horst Seehofer, de la CSU comme vous, a pris la défense des manifestants de Chemnitz. Cela ne vous pose pas un problème ?

Je le dis très clairement : les débordements qui ont eu lieu à Chemnitz ces derniers jours sont absolument abjects. Nous devons prendre cette situation très au sérieux. L'AFD, en défilant côte à côte avec les néonazis à Chemnitz, tombe enfin le masque et révèle sa vraie nature, dans toute sa radicalité. Quand on se permet de nouveau de faire le salut hitlérien en pleine rue, il est indispensable que l'Etat réagisse avec la plus grande sévérité. Horst Seehofer prendra toutes les mesures qui s'imposent, je n'en ai pas le moindre doute. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR
CÉCILE DUCOURTIEUX